

Le Gouvernement limité et l'État de droit



Article rédigé par *Conflits*, le 10 août 2022

Source [Conflits] : Toute discussion de la nature et la finalité de la liberté et la justice aborde inévitablement la question du rôle du gouvernement et du droit dans la société. On peut commencer cette réflexion sur la façon dont le droit naturel aborde ces questions avec Thomas d'Aquin et son approche du droit.

Dans sa *Summa Theologiae*, Thomas d'Aquin définit le droit comme « Une ordonnance de raison en vue du bien commun, promulguée par celui qui a la charge de la communauté, » (ST I-II, q. 90, a.4) [translation source : *Summa Theologiae*, La Somme de Théologie en 5 fichiers doc (composée entre 1269-1272), Traduction dominicaine, 1984, à partir du texte de la commission Léonine.] « Droit » dans ce contexte désigne les lois formellement adoptées par l'autorité politique légitime. « Raison » signifie le droit naturel, qui indique que la loi elle-même doit être raisonnable plutôt que dictée par les autorités. « Celui » indique l'autorité politique, c'est-à-dire le gouvernement et les responsables juridiques comme les législateurs, les juges et les ministres du gouvernement. Enfin, « le bien commun » désigne les conditions qui aident les individus et les groupes d'une communauté politique donnée à faire des choix libres pour les biens qui aident l'épanouissement humain.

Ce dernier point est particulièrement important car le bien commun d'une communauté politique donnée n'est pas une licence pour l'État de faire ce qu'il veut. Ce que l'on appelle « le bien commun politique » impose des limites sur ce que l'État peut faire vis-à-vis des individus et des communautés non étatiques, allant de la famille aux entreprises.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

10/08/2022 04:00